

La politique et l'écologie à l'épreuve de la « ville durable » Quand des collectifs expérimentent des milieux de vie

Miguel Doñate Sastre, Rémi Elicabe, Amandine Guilbert, Anne-Sophie Haeringer, Raúl Márquez Porras, Laetitia Overney, Pablo Romero Noguera

COPSAT – GRAC

Cet article se propose d'examiner comment la politique et l'écologie sont mises à l'épreuve de grands chantiers de transformations urbaines résultant de la mise en œuvre de la « ville durable »¹. Il montre notamment comment ces reconfigurations de la politique et de l'écologie engagent de nouveaux rapports aux territoires et donc une redéfinition de ceux-ci. Plus loin, nous aimerions faire valoir que ce qui est ici remis en jeu est la possibilité même de continuer à habiter une ville en chantier et, à terme, une « ville durable ».

Pour ce faire, nous nous intéressons à la manière dont des collectifs se créent en résistance à ces politiques, dites « environnementales », à Barcelone, Montreuil et Toulouse. Ce qui retient chaque fois notre attention, c'est que la critique de ces politiques n'est au cœur ni de l'émergence de ces collectifs, ni de leurs actions. Leur perspective n'est pas (en tout cas pas d'abord), celle de la dénonciation de la « ville durable » et de ses méfaits depuis une extériorité ou depuis une position de surplomb. Ce qui frappe c'est qu'il s'agit bien plutôt pour ces collectifs d'opposer à la « ville durable » d'autres manières de faire et d'habiter, à l'endroit même où ces politiques viennent se déployer, et que cette opposition en passe moins par l'élaboration d'une critique désincarnée que par l'expérimentation d'autres formes de vie. La critique n'est certainement pas absente, mais elle est en prise avec des territoires redéfinis en lieux habitables, en milieux de vie. Nous faisons l'hypothèse que ce changement de focale – de la critique au déploiement d'expériences locales et collectives – se traduit par une requalification écologique² de la politique. Nous nous efforcerons ainsi de dégager les caractéristiques d'une politique que nous avons d'abord appelée « politique de plein air ». Nous prendrons alors la mesure de sa charge proprement écologique avant de nous demander enfin quelles sont les conditions par lesquelles cette écologie politique peut persister.

1. Des collectifs en prise avec la « ville durable »

Ici ou là, à Barcelone, Montreuil ou Toulouse, des personnes considèrent que des projets de réaménagement urbain, y compris ou *a fortiori* quand ils se présentent dans les termes de la durabilité ou du souci environnemental (qu'il s'agisse comme on le verra de créer un écoquartier, un Parc Naturel, de réhabiliter une friche industrielle ou, moins massivement, de définir des espaces verts), tendent à rendre la ville invivable. À cette occasion en effet, des chantiers prolifèrent à tous les coins de rue ; ils génèrent de multiples désagréments : poussière, bruit, mais aussi perte d'ensoleillement dans les appartements situés en face de nouvelles constructions de huit étages, augmentation de loyer dans les quartiers réaménagés, etc. Certains habitants se trouvent dans l'obligation de quitter le quartier ; d'autres choisissent d'y rester quitte à occuper illégalement une maison ou un bout de terrain et à se trouver alors menacés d'expulsion.

1 Au tournant des années 2000, les pouvoirs publics soutiennent un « développement urbain durable » (« Politique de la ville et développement urbain durable », Rapport Délégation Interministérielle à la Ville, mars 2003). Les années 2010 voient une intensification de ces projets d'aménagement ou de réaménagement (« Pour une ville durable », Direction Générale de l'Aménagement, du Logement, et de la Nature, novembre 2011). Ces projets reposent sur la construction de bâtiments Haute Qualité Environnementale, la mise en œuvre de nouveaux modes de gestion des ressources (recyclage des matériaux, production d'énergies renouvelables, récupération d'eau, etc.), mais aussi des modes de déplacements dits « doux » et la création de nouvelles modalités pour l'usage de la voiture en ville (électromobilité, autopartage, stationnement mutualisé, etc.). Ils concernent aussi la place faite à la « nature en ville » (végétalisation, aménagement d'espaces verts, etc.), et plus récemment le développement de réseaux intelligents permettant le pilotage de cette gestion environnementale.

2 L'adjectif écologique ne désigne ici ni une idéologie, ni une politique écologique au sens gouvernemental, mais des ajustements de gestes, une attention au milieu et aux vivants, dans une perspective quasiment éthologique.

Si le plus souvent des dispositifs de participation accompagnent ces transformations urbaines³, ceux-ci prêtent le flanc à la critique, les riverains ayant beau jeu de dénoncer, non sans raison, une « fausse » participation, destinée à entériner des décisions politiques prises ailleurs, sur des scènes moins publiques. Dans cette ville devenue hostile, des collectifs s'organisent : ils critiquent le « pilotage à distance » des villes, y compris lorsque celui-ci se propose d'associer les « citoyens-habitants » des lieux. Ils voient se rejouer là les travers d'une politique « en chambre », qui définit par avance les sujets et les objets dignes d'être représentés ou discutés.

Parmi ces luttes et ces résistances à la « ville durable », ont retenu notre attention celles qui ne reconduisent pas par leur critique de la politique instituée les travers de la politique camérale. Pour le dire autrement, les collectifs qui nous intéressent sont ceux qui, à travers ces luttes, ne se définissent pas par l'expression d'attaches politiques préalables (qu'elles soient partisans, militantes, radicales etc.), ni par la défense d'un sujet politique stable et ce, quelles que soient par ailleurs les affiliations des membres de ces collectifs. Ces collectifs ne s'organisent pas non plus *in abstracto*, à partir de propositions politiques générales ou théoriques (autour de thèmes tels que la décroissance ou l'anti-utilitarisme) qu'il s'agirait alors seulement d'appliquer à un territoire donné ; ils s'organisent bien plutôt à partir de leurs expériences très situées, à l'endroit même où le mal est fait, là où la « ville durable » a frappé. C'est ainsi que des espaces restés relativement inaperçus peuvent faire l'objet d'une attention renouvelée et acquérir une charge qu'ils n'avaient pas jusque-là. C'est que la mise à mal d'espaces parfois considérés comme quelconques – une pelouse ou une arrière-cour d'immeuble menacées par le projet urbain – rend tout à coup apparentes tous ces attachements qui font l'ordinaire d'une « vie de quartier ». Les questions de savoir *qui* ou *ce qui* compte – autrement dit, d'avec qui nous voulons vivre – sont posées dans la brutalité d'arbres déracinés et d'immeubles rasés. Dans ce contexte d'adversité, des personnes se découvrent attachées à des lieux délaissés, caractérisés par leur négativité – par exemple, une caserne abandonnée à Toulouse ou, à Barcelone, un bâtiment en ruine qui se trouve être une ancienne léproserie, au milieu d'un vaste terrain en jachère, ou encore un terrain vague ou une friche industrielle contaminée à Montreuil. À rebours du caractère clinquant des prospectus en papier glacé qui vendent, par avance, les réalisations phare de la ville durable – ici, la seule piscine écologique de France à traitement naturel de l'eau, là-bas un Parc Naturel requalifié en haut lieu récréatif de la Métropole qui le jouxte –, des personnes se découvrent soucieuses de leurs entours et de leur environnement, dans un sens bien différent de cet « environnement » mis en avant par la « ville durable ».

Des collectifs se créent qui dénoncent le fait que la « ville durable », pour autant qu'elle définit des figures abstraites – à commencer par celle de « l'éco-citoyen » – et repose sur une politique par l'« Exemple »⁴, n'en produit pas moins des effets sensibles et concrets – à commencer par la requalification d'une ville ou d'un quartier en chantier permanent. Mais, si ces collectifs mettent par là en cause la capture du territoire par les pouvoirs politiques (la délimitation, par l'administration,

3 Notons en effet que la concertation ne relève pas simplement d'une phase préparatoire à la mise en place des projets en faveur d'une « ville durable », elle leur est consubstantielle. Il semble bien s'opérer autour des tentatives de performance de la « ville durable », une « généralisation de la concertation comme norme et comme modalité pratique du processus de prise de décision » pour les politiques d'aménagement urbain. Si lors de la première phase du programme CDE (1999-2005), le champ de la concertation apparaissait encore comme innovant, ces dispositifs sont entre temps devenus « des "passages obligés" pour l'action publique » (cf. Programme de recherche *Concertation Décision Environnement (phase 2)*, p. 2).

4 On se réfère ici à ce que Foucault désignait par « gouvernement par l'Exemple ». Comme le relève Emilie Hache, dans ce type de gouvernement « un "Exemple" constitue un modèle à imiter, par définition aimable. [...] Exemple de quoi ? D'une "responsabilisation libératrice (*empowerment*)". L'exemple à imiter, qualifié de comportement responsable, consisterait à devenir responsable individuellement de son propre bien être. C'est typiquement un mode de gouvernement "sans les mains", à distance, qui influence le comportement des individus sans intervenir directement sur eux. Or les Exemples de ce gouvernement qui individualise sont des exceptions qui ne viennent confirmer aucune règle. Ils sont en revanche censés édifier, au sens du latin chrétien de "faire grandir dans la foi" ». E. Hache. « La responsabilité, une technique de gouvernementalité néolibérale ? », *Raisons politiques*, n° 28, 2007/4, p. 54.

d'un territoire à réaménager et, en corollaire, le tri et la normalisation des usages des lieux), ce n'est pas pour s'y opposer terme à terme. Dit autrement, ces collectifs ne s'opposent pas à la conquête par la conquête. Ils posent une question que la « ville durable », trop sûre de son projet, a mise en réserve, à savoir ce que c'est qu'habiter. Ainsi expérimentent-ils des manières de se rapporter à un territoire dont nous montrerons qu'il est redéfini en milieu, à même de déjouer le nouvel ordre sensible orchestré par la « ville durable ».

Cet article prend appui sur une recherche collective consacrée aux enjeux posés par la mise en œuvre de la « ville durable » et notamment aux incidences de celle-ci sur la vie quotidienne des citoyens. Nous présenterons ici succinctement les terrains de la recherche en privilégiant les éléments nécessaires à la compréhension des développements à venir⁵.

Le premier terrain est le squat Can Masdeu situé dans le massif de Collserola en lisière d'un quartier de Barcelone, Nou Barris. L'expérience perdure depuis 2001 : une dizaine de personnes vivent dans le lieu ; celui-ci comprend de nombreux espaces collectifs (une bibliothèque, une friperie, un four à pain, une salle de répétition, une salle de réunion, ainsi qu'un espace extérieur) ouverts le dimanche à l'occasion du PIC (Point d'Interaction de Collserola) au cours duquel un grand nombre d'activités sont organisées par ou avec les habitants des alentours et de toute la ville ; enfin, tout autour de la bâtisse, des jardins communautaires sont cultivés par les habitants des quartiers voisins⁶ ainsi qu'un champ de pommes de terre exploité en commun et dont les récoltes sont l'occasion de fêtes et de repas collectifs.

Can Masdeu est présenté comme un projet agroécologique par ses acteurs et, en cela, *rural* – il a une forte composante agricole –, mais en *ville*. L'expérience fait face d'un côté au modèle urbain barcelonais, « modèle de capitale européenne », de « second city », marqué par la touristification, la « conquête » du massif de Collserola permettant ainsi l'extension de la ville et la création d'un parc urbain récréatif (autrement dit une « nature en ville »). De l'autre côté, Can Masdeu doit faire face aux politiques publiques de protection d'un massif qui relève depuis 2010 des « Parcs Naturels ». Dans ce contexte, les habitants de Can Masdeu entendent proposer une gestion « intégrale » de la vallée, en collaborant avec les collectifs d'habitants – qui, présents sur l'ensemble du territoire de Collserola, se sont regroupés au sein d'une Plate-forme Civique pour la Défense de Collserola –, mais aussi en jardinant entre « voisins », en organisant et participant à des fêtes de quartier, en proposant d'autres manières d'entretenir les chemins, les bassins etc., ou encore en renforçant leurs liens avec les luttes urbaines locales et internationales.

A Toulouse, les habitants des Pavillons Sauvages occupent illégalement une ancienne caserne depuis l'été 2007, dans le quartier des Minimes. Le lieu s'organise autour d'une diversité d'activités ouvertes au public et en particulier aux habitants du quartier (activités culturelles très diverses, jardins, four à pain, coopérative de consommation, etc.). Certaines de ces activités viennent interroger en creux les projets institutionnels de la « ville durable » quand elles ne s'y opposent pas directement. L'occupation de cette caserne – composée de cinq grands bâtiments et d'un petit parc boisé –, laissée à l'abandon et vendue à un promoteur privé (qui prévoyait de la détruire pour faire construire une résidence « de standing »), devait permettre pour les membres du collectif informel à l'origine du projet, à la fois de répondre à des problèmes immédiats de logement et d'enrayer certaines dynamiques urbaines à l'œuvre, comme la résidentialisation du quartier. Depuis son

5 Pour davantage de détails, nous nous permettons de renvoyer au rapport de recherche du COPSAT et du GRAC : Miguel Doñate Sastre, Rémi Eliçabe, Amandine Guilbert, Anne-Sophie Haeringer, Raúl Márquez Porras, Laetitia Overney, Pablo Romero Noguera, *De la ville durable à la ville habitable : Expériences de participation instituée et dynamiques collectives autonomes à l'épreuve de l'écologie*, Rapport de recherche Programme « Concertation Décision Environnement », APR 2008/2009, MEDDE, janvier 2013.

6 Dès les années 70, les habitants de Nou Barris, immigrant des campagnes, se sont appropriés illégalement ces terres dans la montagne pour jardiner et ainsi subvenir à leurs besoins. Ces potagers, peu à peu éliminés au cours des années 80 et 90, sont ainsi re-proposés par les habitants de Can Masdeu après leur installation aux voisins qui le souhaitent, sous la forme de jardins communautaires, pour restituer à l'usage commun ces terres.

ouverture, trois des bâtiments ont été rasés, laissant place à des résidences de six étages.

La « coordination des habitants de Montreuil » commence quant à elle à prendre forme en septembre 2011 autour de protestations d'habitants contre différents projets urbains. Cette coordination a pour particularité de rassembler des habitants de toute la ville et de statuts différents (« des locataires, des propriétaires et des squatteurs » pour reprendre les termes d'un tract), mais touchés d'une manière ou d'une autre par les politiques urbaines.

Cette coordination prend forme dans un contexte de mise en œuvre du plus grand écoquartier d'Europe, plus largement de différents projets dans toute la ville qui participent de la densification de l'habitat pour éviter l'étalement urbain (densification, que la coordination traduit en termes de « bétonisation »). Montreuil fait ainsi figure de ville-laboratoire dans une « municipalité Verte »⁷ qui met en application une pensée politique écologiste telle qu'elle a pu être définie par Europe Ecologie Les Verts.

2. Vers la mise en œuvre d'une écologie politique

On le voit, ces différents collectifs, de par leurs modalités d'émergence et d'action, remettent largement en jeu l'activité politique : il n'y a plus à proprement parler d'arène (ou de chambre) consacrée à la politique mais plutôt des associations qui se font au gré des rencontres. Se pose alors la question de ce qui vaut politique, non pas pour réintroduire, *in fine*, une sphère politique qui distinguerait ce qui, de l'action, est politique ou ne l'est pas. Au contraire, il s'agit de faire pleinement droit à ce que nous appelons, pour l'heure, *une politique de plein air* – en reprenant la distinction proposée par Michel Callon, Pierre Lascoumes et Yannick Barthe entre « laboratoire confiné » et « laboratoire de plein air »⁸. C'est-à-dire une politique qui s'organise sans recourir à la médiation d'une institution et à ses arènes consacrées (dans le contexte urbain, les conseils de quartier et autres dispositifs de participation), mais sans que cela ne se traduise pour autant par la création d'un espace alternatif considéré comme plus ajusté mais confiné alors, dans une sphère partisane ou militante.

La constitution du collectif des Roches à Montreuil est exemplaire de cette politique de plein air, qui prend ici un sens littéral. Des habitants se mobilisent au début des années 2010 contre la construction d'un immeuble en lieu et place d'une pelouse située entre deux ensembles HLM, la Cité des Roches et la Cité de l'Amitié. Cette lutte prend appui sur la pelouse menacée : des fêtes-assemblées y sont organisées à plusieurs reprises, qui tiennent aussi bien de la fête de quartier que de l'assemblée populaire, de la fête de voisinage que de l'assemblée politique. Un film réalisé par l'un des participants à la lutte montre les habitants en train d'accrocher aux arbres et aux buissons des pancartes, sur lesquelles on peut lire « On ne vous laissera pas nos pelouses », « Défendons notre quartier », « Non au béton, oui au gazon », « L'écologie n'est pas que pour les riches ». On voit une petite fille en train de peindre ce dernier panneau tandis que d'autres enfants jouent à côté, entrent et sortent d'une caravane où est installée une sono. Les adultes sont réunis autour d'un buffet et discutent, des musiciens jouent du violon et de l'accordéon, des guirlandes ont été suspendues dans les arbres. Au milieu de cette foule joyeuse se dresse un semblant de tribune, à laquelle des intervenants se succèdent, sans pour autant que les réjouissances ne cessent alentours.

L'on voit ainsi combien la qualité politique de cette manifestation ne tient pas (seulement) à l'expression d'un message – tels ceux inscrits sur les panneaux accrochés aux arbres ou prononcés par les intervenants à la tribune. Elle repose aussi bien sur l'expérimentation de formes de sociabilité et d'usages partagés. Ajoutons encore que cette politique qui se tient au lieu même où le problème se pose, accomplissant par la même occasion la valeur et la teneur de ce lieu, ne se trouve

7 Dominique Voynet est maire de la ville depuis 2008.

8 M. Callon ; P. Lascoumes ; Y. Barthe. *Agir dans un monde incertain : essai sur la démocratie technique*. Paris, Seuil, 2001. La notion de « plein air » doit aussi être comprise à la lumière des travaux de Jocelyne Porchet et Vinciane Despret. J. Porcher. *Vivre avec les animaux. Une utopie pour le XXI^{ème} siècle*, La découverte, 2011. V. Despret. *Que diraient les animaux si on leur posait les bonnes questions*. La Découverte, 2012.

pas confinée à une temporalité spécifique – ici, une manifestation organisée un jour de congé. Cette assemblée se propose en effet d'actualiser les rencontres quotidiennes rendues possibles par ces pelouses qui sont investies quotidiennement par les habitants comme un lieu de détente et comme un lieu de passage au sein du quartier. L'activité politique du collectif des Roches met ainsi l'accent sur ces rencontres, autrement dit sur le *trajet*⁹ à accomplir, sur son ajustement au fur et à mesure, plus que sur le message ou le *projet* politique qui pourrait en résulter.

Cette prévalence du trajet engage les déambulations quotidiennes des habitants, le rapport sensible qu'ils entretiennent avec le territoire, ce que Michel de Certeau¹⁰ désignait sous le motif de la marche. Cet art de la marche ouvre sur une redéfinition écologique du territoire. Cette écologie du territoire est politique en ce qu'elle ne trie pas entre les êtres dont elle doit tenir compte. Dit autrement, la question « qui compte ? » n'est plus une question qu'il est possible de résoudre par avance – aux seuils de l'arène politique – mais devient l'enjeu même de la politique. Il y a là une différence de taille avec la politique instituée, y compris lorsqu'elle cherche à remédier à son confinement par l'adjonction de dispositifs participatifs. Car la place que ceux-ci ménagent aux habitants débouche sur une abstraction de ceux-ci. « Les habitants » existent d'abord relativement à des procédures qui les instancient comme tels ; ils ne sont pas définis par leur habiter effectif, mais par le fait que leur domicile se situe dans le périmètre d'intervention. C'est eu égard à cette (seule) résidence administrative que les dits « habitants » reçoivent un titre à participer¹¹, si ce n'est une injonction¹².

Pour les cas qui nous intéressent, ni les territoires, ni les êtres qui les habitent, ni même la teneur de cet habiter ne sont définis par avance, pas plus qu'ils ne peuvent être définis une bonne fois pour toutes. C'est dans l'épreuve de la définition de ce qui fait problème que le territoire et ceux qui le peuplent prennent forme. L'on pense ici tout particulièrement à la coordination de Montreuil, qui réussit une association qui semble, de prime abord, contre nature : entre propriétaires, locataires et squatteurs¹³. Ce faisant, elle élargit la qualité de ceux qui comptent, au-delà des limites attendues des luttes autour du logement, celles-ci reposant habituellement sur un cloisonnement assez strict des statuts sociaux de l'habitat (mouvements des locataires de logements sociaux, de mal-logés, de squatteurs-activistes, de copropriétaires, etc.). Tous se trouvent d'une manière ou d'une autre affectés par le projet d'écoquartier. C'est bien dans une forme d'« enquête »¹⁴ sur les transformations de la ville que s'engagent ces habitants. La dynamique de coordination opère un double mouvement : d'une part, c'est par la coordination d'habitants aux statuts très divers que l'enquête est conduite, que les problèmes posés localement aux uns et aux autres se trouvent définis sous un vocable commun, celui de la densification (« Montreuil sous béton » comme le rappelle un tract). D'autre part, c'est la relance incessante de l'enquête à partir de la diversité des situations rencontrées qui produit la dynamique de la coordination. La mailing list de la coordination¹⁵ joue ici un rôle prépondérant : très active (par moments, plusieurs dizaines de mails échangés par jour, quasiment des échanges en temps réel parfois !), elle permet aux habitants de documenter au jour le jour les problèmes perçus dans la ville, de se faire sentir les nuisances, de ressentir une colère commune et

9 La notion de trajet (ou de trajectoire) est empruntée à la traduction faite par B. Latour du concept d'instauration d'E. Souriau. B. Latour, *Enquête sur les modes d'existences, une anthropologie des modernes*. La découverte, 2012.

10 M. de Certeau. *L'invention du quotidien. Les arts de faire Tome 1*. Paris, Folio, 1990.

11 Ph. Estebe. « L'habitant ou le cher disparu. Disparition, apparitions et résurgences de l'habitant comme figure de la participation politique en France. », *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, « Quartiers sensibles ici et ailleurs », n°49, 3ème trimestre, 2002.

12 J. Ion. « Injonction à participation et engagement associatif », *Hommes et migrations*, n°1217, janvier-février 1999

13 C'est en ces termes que la coordination s'adresse au public dans un tract-quatre pages daté de mai 2012 : « nous, propriétaires, locataires et squatteurs », affirmant par là de manière forte cette alliance incongrue.

14 J. Dewey. *Le public et ses problèmes*. trad. et introd. J. Zask, Farrago / Léo Scheer, 2003. Pour Dewey, les personnes démarrent une enquête lorsqu'elles sont prises dans des situations « douteuses », « troubles » venant rompre « le continuum de leur existence ». L'enquête constitue dans ce cas-là l'ensemble des opérations permettant la restauration du continuum, soit le pouvoir d'agir sur son environnement.

15 La liste comporte l'adresse de l'ensemble des collectifs, des habitants qui en sont membres et des personnes qui ont manifesté un intérêt pour la coordination.

d'agir ensemble : ainsi tel habitant envoie des photos sur lesquelles figurent des pelleteuses qui arrachent les arbres d'un espace vert voué à la construction, un autre fait le récit du chantier en face de chez lui avec « le bras mécanique de la pelleteuse qui projette violemment au sol une énorme masse en métal pour briser la dalle de béton », un autre explique comment il a eu le « sentiment d'un tremblement de terre », un habitant s'interroge sur la légalité d'un permis de construire, un autre propose de passer alors à la mairie chercher des informations et lui répond ensuite après analyse du Code de l'Urbanisme ; d'autres alertent de l'augmentation des charges dans une Cité HLM ou encore de l'expulsion d'un squat, etc. On pourrait continuer à énumérer à l'envie ces échanges. On comprend comment, au fur et à mesure, la coordination des habitants de Montreuil prend forme et, avec elle, ce à quoi et ceux à qui tiennent les habitants. La politique se déploie là comme l'on marche, intéressée à ce qui l'entoure et intéressante pour ceux qui la croisent.

L'on pense encore aux Pavillons Sauvages, jamais fermés à clé et dont les jardins sont directement accessibles depuis la rue. Cette ouverture génère dans la vie quotidienne du lieu des rencontres inattendues¹⁶ entre des mamans venues parler allaitement dans le cadre d'un atelier « bébé au naturel » et des personnes qui sont là pour un concert, entre des musiciens mongols et des musiciens d'un groupe de punk hardcore. Des religieux camerounais, des membres de chorales diverses et variées, des pratiquants de kung-fu, des syndicalistes cheminots, des lycéens en lutte ou des cyber-activistes etc., se croisent au fil des jours. C'est le refus, toujours reconduit, des Pavillons Sauvages de délimiter clairement ce qui peut advenir en leur sein qui rend possible ces rencontres improbables et produit des effets toujours indéterminés.

Dans cette politique que tissent les collectifs, la définition du public ne repose plus sur des procédures exogènes – comme c'est le cas dans les instances de participation officielles –, mais sur les divers concernements¹⁷ des uns et des autres. Cette politique invite en effet, en suivant Vinciane Despret, à « penser le rapport de tout vivant, humain ou non-humain, à son monde, comme un rapport d'intérêt, comme une relation à "ce qui compte" ». Et « ce sont les multiples "ce qui compte" et leur manière de compter dont il s'agit de faire l'expérience, que ce soit pour les retrouver, pour les inventer ou pour les découvrir »¹⁸. Ce « rapport d'intérêt » ne doit pas être entendu dans le sens faible, d'un utilitarisme ou d'un opportunisme. En effet, ce n'est pas parce que les identités politiques sont moins clairement identifiables, que les attachements se font moins conséquents. Bien au contraire, l'engagement des uns et des autres est d'autant plus exigeant que ce qui compte n'est pas déjà établi. C'est en ce sens que les expériences auxquelles nous nous sommes intéressées peuvent être pensées comme mettant en œuvre une écologie politique au sens fort. Pour revenir au cas de Montreuil par exemple, lors d'un rassemblement organisé devant la mairie par la coordination en octobre 2011, on pouvait lire sur l'une des banderoles la phrase suivante : « On n'habite pas un projet urbain ». Il est vrai que par définition, la condition pour qu'un projet comme celui de l'écoquartier des Hauts-de-Montreuil soit planifié et *projeté dans le futur* tient à sa relative rigidité et stabilité. Or ce que font valoir les membres de la coordination, précisément, c'est que l'*à venir*¹⁹ des différents quartiers des Hauts de Montreuil n'a pas d'abord à voir avec une telle projection mais dépend, *hic et nunc*, des compositions possibles, de ce qu'un milieu humain peut

16 A noter que dès l'ouverture du lieu l'attention des habitants à son ouverture est très forte. Les Pavillons sauvages accueillent jusqu'à trente associations différentes, sans sélection préalable. Le lieu génère des rencontres (par les concerts, les jardins ouverts en permanence, les activités) qui elles-mêmes peuvent générer de nouvelles activités et donc un nouveau public. Entre 2007, l'ouverture des Pavillons Sauvages, et aujourd'hui, il serait très difficile de faire une liste exhaustive des activités qui y ont eu lieu, tant elles circulent et prolifèrent.

17 J. Dewey. *Le public et ses problèmes*, Poche, Folio essai, 2010.

18 V. Despret. « Faire de James un « lecteur anachronique » de von Uexküll », in : D. Debaise (coord.). *Vie et expérimentation. Peirce, James, Dewey*. Vrin, 2007, p. 46. Remarquons au passage qu'il en va de même du « laboratoire de plein air » dont Callon et alii montrent qu'il repose sur un processus d'intéressement.

19 Comme le souligne B. Latour à propos de la situation écologique à l'échelle de la planète, (*op. cit.*, Latour, 2012) remplacer la perspective d'un futur *projeté* par celle d'un *à venir* contenu dans la situation présente induit non seulement une autre conception de la temporalité que celle défendue par la sphère politique mais, de manière plus décisive, entraîne le recouvrement d'une capacité d'agir.

accepter ou non. L'écologie politique, pour reprendre les propos de l'un des membres de la coordination des habitants de Montreuil, s'incarne par un travail de relations avec « les gens qui sont autour », prenant ainsi en compte leurs « réactions », les problèmes qu'ils rencontrent par exemple dans des équipements et des transports déjà saturés (et que la municipalité prévoit une augmentation forte de la population). Si la mise en œuvre du projet d'écoquartier est définie comme « anti-écologique », c'est qu'elle crée des « réactions de rejet », renforçant les oppositions entre « des gens qui ont du mal à boucler les fins de mois » et « ceux qui n'ont pas de problème d'argent », entre les anciens et les nouveaux habitants.

3. Comment durer ? La piste de la sédimentation

Dans la mesure où cette écologie politique ne repose pas sur des structures pérennes, la question se pose de sa durée : comment durer, ou perdurer, autrement qu'en stabilisant la définition des collectifs et des êtres qui les composent ? Comment cultiver l'ouverture à la contingence et faire persister la force gagnée dans les épreuves vécues en commun ? La question de la durée se pose ici d'autant plus vivement qu'elle est au cœur de la ville « durable ». Nous aimerions suggérer que les collectifs qui nous intéressent développent une acception écologique de la « durabilité », mais non pas dans le sens d'une écologie autonome ou exogène – qui requiert la définition de normes et de critères pour établir, *a priori*, la qualité écologique (ou « durable » – les deux reviennent ici au même) de la ville. L'écologie qui est en jeu dans ces collectifs est une écologie qui oblige à penser par le milieu et qui rencontre directement la question de l'habiter.

Car la question première, et sans doute centrale, qui se pose à l'ensemble des collectifs que nous avons rencontrés est la suivante : « comment allons nous faire pour continuer à habiter ? ». Cette question part d'une situation critique, celle de la mise à mal d'un habiter par des réaménagements urbains plus ou moins diffus, tout à la fois discrets et imposants. Et elle rencontre une réponse, commune aux différents terrains de l'enquête, qui revient à expérimenter par la lutte la possibilité de redéfinir sans cesse des lieux, des quartiers – quand bien même ils seraient devenus hostiles – en milieux de vie. Faire perdurer ces expériences collectives pourrait bien constituer une autre partie de la réponse. Ce qui nous intéresse dans cette dernière partie, c'est de documenter cette permanence et cette persistance de l'adversité à même la « ville durable ». Autrement dit : comment prendre et garder consistance quand l'aménagement urbain modifie de manière inédite le milieu de vie par son ampleur et sa vitesse ? Il nous semble que les expériences collectives auxquelles nous nous sommes intéressées esquissent, chemin faisant, au fil des événements, et toujours en prise avec les milieux dans lesquels elles émergent et *tiennent*, un processus de *sédimentation*. Le terme de sédimentation suggère une accumulation de petits éléments qui garantissent, *in fine*, que les expériences se compactent, et ainsi, perdurent dans le temps. Nous verrons notamment comment, si ces expériences entretiennent un rapport nécessaire avec l'institution pour pouvoir durer, il nous semble essentiel d'explorer une autre voie que celle qui consisterait à ne traiter de la durée de ces collectifs que par le biais de leur intégration progressive à l'institution. C'est par une autre dynamique – celle que nous appelons sédimentation – que nous tentons de comprendre ce qui avec le temps se dépose.

Si la mise en place de la « ville durable » s'accompagne de techniques écologiques qui relèvent de ce que l'on appelle « éco-innovation » ou « technologies vertes », qui sont censées permettre l'avènement des « bonnes pratiques » de l'« éco-citoyen », l'on pressent ici combien les technologies mises en œuvre par les collectifs qui nous intéressent diffèrent. Ces technologies se caractérisent du côté de la « ville durable » par leur ampleur – tous les secteurs de la vie quotidienne sont touchés, de nombreux territoires sont concernés, on parle de « smart cities » – et par leur technicité, toujours plus grande – on pense ici à la sophistication accrue des techniques pour maîtriser les consommations énergétiques. Il nous intéresse alors d'examiner, comment, du côté des collectifs, « continuer à habiter » repose sur le développement de technologies à même, cette fois-ci, de redéfinir un territoire en milieu de vie.

Des collectifs, et c'est notamment le cas aux Pavillons Sauvages, s'attachent à collecter et à rendre à

nouveau visibles et disponibles pour tous des techniques écologiques « délaissées », « oubliées », « englouties » pour reprendre les termes de E., un habitant du lieu qui réalise depuis de nombreuses années une « étude historique » sur les techniques du XIX^{ème} siècle. Ce travail historique a d'emblée une visée critique. Il consiste à s'enquérir des liens entre technologie et économie, et à tenter de les défaire. Il vient ainsi étayer une critique selon laquelle le capitalisme a écarté certaines technologies « par leur rentabilité moindre ». L'étude montre alors comment ce qui est aujourd'hui présenté comme autant d'« éco-innovations », comme par exemple les moteurs hybrides ou le système de prêt de voiture, a en fait émergé au XIX^{ème} siècle, mais a ensuite été mis de côté. Les représentations publiques de la « ville durable » la donnent à voir comme une ville moderne, résolument tournée vers le futur et reposant sur des techniques en matière d'économie d'énergie, de réduction des déchets, de gestion des espaces naturels, sans précédent de par leur ampleur, mais aussi leur performance²⁰. En dévoilant l'histoire des techniques, il s'agit de relativiser la modernité et l'innovation affichées de la « ville durable ».

De ces recherches, les collectifs dégagent de nouvelles ressources matérielles sur lesquelles s'appuyer, ces savoirs qui se sont perdus, puisque les usages ont disparu : les plans des vieilles inventions, les livres anciens sur la vallée de Can Masdeu et son système d'irrigation, mais aussi les techniques de maïeutique de divers pays et diverses époques lorsqu'une habitante des Pavillons décide d'accoucher à domicile. Ces recherches leur permettent aussi de renforcer des liens ou d'en créer de nouveaux : à Toulouse, c'est le lien avec des sage-femmes du quartier qui se renforce (dans la continuité de la dynamique d'ouverture des Pavillons Sauvages, en poussant celle-ci encore un plus loin cette fois, du côté du champ paramédical). C'est aussi, toujours aux Pavillons Sauvages, le lien avec des associations qui expérimentent les moteurs à huile et autres éoliennes qui s'intensifie. Ainsi, ces recherches historiques ne sont pas seulement une manière de se reconnecter à une histoire ancienne, mais bien de se lier à de nouvelles personnes. En outre, ces expériences ne peuvent être séparées du milieu dans lequel elles se déploient, puisqu'il s'agit bien de trouver les techniques adaptées au milieu (par exemple, des éoliennes adaptées au vent des villes à Toulouse).

C'est par l'expérience directe que les collectifs testent, ici et maintenant, la pertinence de ces procédés techniques. Ainsi, E. – des Pavillons Sauvages – de se présenter comme un « autodidacte » qui a testé différentes techniques dans les squats où il a séjourné. La cellule solaire aux Pavillons n'est pas un simple plan retrouvé dans les archives, elle est expérimentée dans les jardins. Ensuite, c'est par l'expérience que ces techniques sont transmises à d'autres. C'est tout particulièrement ce qui est mis en jeu au cours des ateliers du PIC à Can Masdeu. Le PIC est un point *d'interaction* et non d'information, qui rompt ainsi avec une pédagogie horizontale et théorique. La récurrence du préfixe *auto-* dans les appellations des différents ateliers traduit cette attention à faire par soi-même et avec d'autres, souvent dans son propre corps, l'expérience de techniques écologiques. Même si les ateliers comprennent une partie théorique, les techniques présentées relatives au jardin, à la santé, à l'alimentation, etc., sont prises dans des usages de la vie quotidienne, et c'est par l'usage qu'elles peuvent être transmises, qu'il s'agisse d'un atelier « forêts comestibles » (pour aborder la forêt du point de vue des aliments qu'elle recèle et autres produits de grande utilité tels que le bois ou les plantes médicinales), ou encore un atelier de forge et d'initiation à la charpente, un atelier sur la culture de la spiruline, sur la construction d'une maison en paille, de bioconstructions et d'énergies alternatives mais aussi de logiciels libres, de hack et d'électronique, un atelier de bouturage, un atelier sur les nœuds (pour la vie courante, l'escalade ou l'activisme).

Ces expériences autour des technologies se densifient dans les lieux évoqués, à l'instar des Pavillons Sauvages qui rassemblent tout à la fois une AMAP, un jardin, des éoliennes, une étude historique des techniques écologiques, un lien avec des associations qui promeuvent le moteur à huile, un groupe de partage d'expériences autour de l'enfance (« bébés au naturel »), un four à pain,

20 La « ville durable » s'appuie sur ces réalisations techniques, qu'il s'agisse pour la Mairie de Montreuil d'annoncer que la piscine écologique qu'elle construit sera la première piscine municipale du genre en France, ou pour un architecte de l'écoquartier d'expliquer que « la loi est timide [sur les constructions écologiques]. Ici, on a dix ans d'avance », etc.

etc.. Rouler à l'huile, compter sur tel insecte pour éliminer tel autre et ainsi laisser les cultures en paix, construire un four à pain dans une ancienne caserne militaire, sont autant d'expériences que nous nous garderons de ranger trop vite parmi les « alternatives ». Ce dernier qualificatif est courant pour désigner de telles expériences, y compris de la part des pouvoirs publics qui peuvent d'ailleurs (habilement) saluer ces « alternatives ». Considérées comme telles, ces expériences se voient reléguées à un ailleurs ou à un en dehors, et risquent peu, de ce fait, de troubler l'ordre des choses et l'avènement de la « ville durable ». Or, les expériences concernées par notre enquête ne relèvent précisément pas de cet « en dehors » du monde, elles en sont au contraire pleinement partie prenante. La chose est particulièrement manifeste du côté des Pavillons Sauvages ou de Can Masdeu. Loin d'incarner des laboratoires de pratiques écologiques forclos, loin d'être des communautés de vie et d'activité entre éco-activistes, ces deux lieux composent avec tout ce qui les entoure et en retirent tout à la fois leur consistance et leur charge politique.

A Can Maseau, la reconversion de la maison et de l'espace qui l'entoure offre un exemple remarquable de son caractère composite. Alors qu'au départ, l'occupation de la bâtisse ne devait durer que quelques jours, le temps d'un événement public de grande ampleur, l'idée de rester dans les lieux et d'y habiter au long cours s'est vite imposée parmi les participants. Dès son arrivée en 2001, le collectif d'occupants travaille à la reconversion de cette maison abandonnée depuis cinquante ans, dont les terres étaient laissées en jachère. Les travaux ont mobilisé les techniques et les savoir-faire de réhabilitation tant des gardes forestiers, que des habitants du bas de la vallée, ou des squatteurs. Le récit de la remise en usage de l'ancien système d'irrigation indique l'hybridation des formats de connaissance. Il intrique en effet « les connaissances » des habitants – c'est-à-dire des voisins, des habitants du quartier²¹, « l'enthousiasme » des habitants de Can Masdeu, des éléments d'histoire – le fait que ce type d'irrigation soit « apparu en Catalogne au VII^{ème} siècle » et qu'il ait été « implanté par les Maures » –, ou encore des éléments plus proprement techniques – qui font état de ce que « la maison est desservie par une branche différente du même système grâce à une série de mines d'eau, sortes de tunnels de briques étroits et profonds » construits à des profondeurs plus ou moins importantes – et des éléments d'archéologie enfin – puisque les réseaux de la maison n'ont toujours pas été découverts et que des excavations se poursuivent.

Mais cette expérience de reconversion des lieux, quand bien même elle en passe par la réactualisation de savoirs anciens, ne vise en aucun cas la restauration d'une époque antérieure, d'avant la civilisation et les voies de communication, ou à faire émerger une essence de la localité. Au contraire, il s'agit de rendre Can Masdeu habitable, et cela signifie de faire avec ceux qui y vivent et y travaillent, les habitants de la vallée et du quartier avoisinant, et tout ce qui fait la vie d'un milieu : les animaux, les ruisseaux, les bois, mais aussi les routes, les pylônes électriques et même les gardes forestiers qui en ont la charge légale. Cette proposition de « gestion intégrale » en passe également par l'association avec des entités collectives, telles que la Plate-forme Civique pour la Défense de Collserola ou les associations de voisins. L'association avec les voisins du quartier de Nou Barris, qui se trouvent en face de Can Masdeu, de l'autre côté de la route de bitume, est particulièrement forte. Que ce soit dans le cadre des jardins communautaires ou dans le quartier, à l'occasion des activités et fêtes régulièrement organisées et auxquelles participent des habitants de Can Masdeu, la défense de la vallée trouve en effet une résonance forte qui n'est pas sans rapport avec les luttes vicinales du quartier qui, déjà à partir des années 70, ont pris de l'ampleur dans un contexte de forte spéculation sur le marché immobilier et d'une politique urbaine jugée par les habitants comme incapable d'y faire face.

En géologie, la sédimentation est un processus par lequel des particules de matière quelconque cessent progressivement de se déplacer et finissent par former des couches. Le terme nous semble

21 C'est grâce à un ouvrage écrit par un habitant du quartier que les habitants de Can Masdeu ont découvert les sources dans lesquelles ils puisent l'eau qu'ils consomment. Ce livre devait initialement permettre d'alimenter en eau des fontaines prévues pour abreuver les randonneurs.

intéressant, d'abord en ce qu'il permet d'éviter celui d'institutionnalisation : si l'on associe généralement l'institutionnalisation à la pérennisation, il apparaît que les formes expérimentales qui nous intéressent n'en passent pas d'abord par là pour perdurer dans le temps. A la différence de l'institutionnalisation, qui implique la formalisation et une certaine rigidification organisationnelle, le terme de sédimentation suggère plutôt une accumulation de petits éléments qui garantissent, *in fine*, que les expériences se compactent et perdurent ainsi dans le temps. La sédimentation n'est donc pas non plus un enracinement, mais plutôt une superposition de nouvelles couches d'expériences aux plus anciennes, une incorporation progressive au milieu.

Dans le cas des Pavillons Sauvages et de Can Masdeu, la sédimentation tient beaucoup au lieu, tout à la fois lieu de vie, d'activités, de jardinage, de travail ensemble, de collaborations des plus improbables. De cette façon, durer c'est tenir au lieu (ne pas être expulsé alors que rien n'est jamais gagné en la matière). Et l'on comprend bien ici que le lieu ne saurait valoir pour le seul squat de Can Masdeu, mais pour tous ces points d'attaches à la montagne, au quartier, à la ville et même au-delà. Can Masdeu propose une « défense intégrale de la vallée ». La sédimentation prend là, sur la montagne de Collserolla, un tour assez littéral. Au moment de l'occupation, il a fallu rendre ce lieu habitable, débroussailler, réhabiliter un lieu dont les derniers habitants étaient des lépreux. Au fur et à mesure, à travers la gestion de l'eau et le travail de la terre dans les jardins communautaires s'éprouve un certain rapport au sol et au sous-sol, aux différentes couches (historiques, sociales et géologiques) qui se mêlent. L'excavation des mines d'eau a impliqué, pour leur remise en activité, la mise en jeu de différents modes de connaissances. Or cette redécouverte de techniques enfouies, de l'histoire agricole de la vallée et la remise en usage des mines qui s'en est suivie nous semblent indiquer une manière toute singulière de sédimenter l'implantation de Can Masdeu, une sédimentation qui fonctionne par actualisation et composition d'éléments hétérogènes : la remise en fonction du grand bassin de Can Masdeu aujourd'hui inaccessible et faisant pourtant officiellement partie, selon eux, de l'ensemble historique de Can Masdeu, le réaménagement des abords du chemin grâce au reboisement et à l'introduction de troupeaux permettant d'entretenir les sous-bois, la naturalisation des bassins et fosses qui permettrait aux habitants, aux jardiniers, ou aux animaux, d'en avoir l'usage, ou encore l'attention prêtée aux *rieras* (ces cours d'eau naturel par lesquels devraient se faire l'écoulement des eaux de pluie mais aussi les accès possibles à la montagne)... La sédimentation opère également par la participation de Can Masdeu aux fêtes du quartier, l'association avec la Plate-forme Civique pour la Défense de Colserolla, ou plus quotidiennement et plus intensément par la pratique des jardins communautaires²².

Les Pavillons Sauvages posent, pour leur part, la question de la sédimentation à partir de leur ouverture à la contingence. Cette proposition peut paraître contradictoire à première vue, si l'on comprend la contingence comme vecteur de dispersion et de dissémination, comme l'on dit d'une maison qu'elle est ouverte à tous les vents. Il nous semble au contraire que ces deux dynamiques – de l'ouverture à la contingence et de la sédimentation – trouvent dans leur rencontre de quoi renforcer la puissance d'inscription et de l'une et de l'autre.

A Montreuil, l'inscription dans la durée se décline encore autrement. Ici, la durée n'est plus une affaire d'inscription dans un lieu mais dans une forme, celle de la « coordination ». Lors, la consistance repose d'abord sur la prolifération de lieux qui sont investis collectivement le temps d'une réunion, d'une rencontre fortuite, éventuellement d'une occupation : le théâtre La Parole Errante, la pelouse des Roches, le local de l'association de quartier, tout en conservant d'autres usages plus ordinaires. Ajoutons que les habitants sont là depuis longtemps et ont développé une expérience du quartier. Autrement dit, ils ont déjà sédimenter cette expérience de l'inscription topique. Il conviendrait encore de montrer comment le mode même de communication entre les membres de la coordination – une liste de mails proliférante – lui donne consistance. C'est certainement en partie par cette mailing list que la coordination prend forme. C'est bien cette

²² Il convient de préciser que si les jardins communautaires, ouverts aux voisins, constituent dès le départ une dimension importante du projet des habitants de Can Masdeu, sa mise en œuvre est loin d'être évidente. Pour plus de précisions sur ce point, nous nous permettons de renvoyer à notre rapport de recherche.

réactivité qui lui permet de durer, d'affronter dans la durée la municipalité et les promoteurs, qui lui donne cette capacité de résistance mobile, multi-sites et multi-thématiques, mais c'est aussi sa faiblesse. L'application du Plan Local d'Urbanisme, annulé par un Tribunal suite au recours d'une association d'habitants, a finalement été revoté en l'état et appliqué par la Municipalité. Cette décision municipale a porté un coup à la coordination, dont l'activité a été mise en sommeil pendant quelques mois. Pour autant, son activité se traduit par une forme de veille, relayant les informations transmises par les collectifs. Et c'est par là précisément que la dynamique de coordination peut reprendre de la consistance, parce que des alliances se sont nouées, parce que des gens se sont frottés les uns aux autres. Grâce à tout cela et bien d'autres choses encore, les attentions que chacun pouvait porter à sa ville se sont renouvelées et renforcées.

Le travail d'enquête auprès de ces collectifs qui tissent une écologie politique, nous conduit ainsi à remettre en cause le concept de participation et à lui préférer l'expression « prendre part au(x) monde(s) »²³. *Prendre part au monde*, c'est ouvrir la construction d'un monde commun aux incomptés (humains et non-humains), à l'inattendu (l'événement) et, de là, au dissensus. Force est de constater que ce « prendre part » ne peut se satisfaire d'aucune formalisation, quand bien même celles-ci feraient l'effort de se rapprocher le plus possible des territoires et de ceux qui les habitent. Car, pensée dans les termes d'un « rapprochement », cette formalisation ne peut jamais qu'être exogène et s'appliquer à un territoire déjà-là, défini une fois pour toutes. Or, nous l'avons dit, c'est par le milieu que les choses prennent, que des liens se nouent qui attachent des êtres à leurs entours – requalifiant ceux-là en habitants et ceux-ci en milieux de vie. C'est là où la « ville durable » frappe que des publics concernés sont à même d'émerger.

23 L'expression n'est pas sans faire écho à la proposition défendue par Joëlle Zask. Précisément, celle-ci distingue entre des participations factices, dans lesquelles tout est joué d'avance entre experts, les participants venant simplement valider ou cautionner, des décisions prises en amont, et un « prendre part » qui fait droit à une acception de la participation dans son sens fort. J. Zask. *Participer. Essais sur les formes démocratiques de la participation*, Le Bord de l'eau, 2011